n°8

S O M M A I R E du B U L L E T I N d' O C T O B R E 1932

N O T E : Ce Bulletin paraît avec un long retard. Avant le 15 décembre, sera envoyé un Bulletin NOVEMBRE, avec la résolution de la C.E. sur l'Unité syndicale; les comptes d'octobre et de novembre et des articles

---

1.- Un mois après la Conférence Nationale
2.- Télégramme à TROTSKY
3.- Résolutions extraites du rapport moral (sur le tournant 1930
(sur l'O.U.
(sur la grève des mineurs
4.- Lettre du Camarade TROTSKY à la C.N. de la L.C. française
5.- Lettre du Secrétariat International à la C.N. de la L.C.
6.- Répartition des mandats
7.- Lettre de la "Gauche Communiste" à la C.N.
8.- Déclaration du camarade TREINT
9.- Résolution sur la demande d'adhésion du Cde TREINT
10.- Lettre du camarade TROTSKY au camarade TREINT
11.- Résolution sur le cas ROSMER
12.- Résolution sur le cas GOURGET
13.- Projet de Budget
14.- Nomination de la Commission Exécutive (Motion Jean-Jacques
(Résolution de la G. italienne
(Liste Buren
15.- Commission de Contrôle
16.- Après la C.N. de la L.C. (Déclaration NAVILLE)
17.- Résolution FEROCI
18.- A toutes les Sections de l'Opposition Internationale de Gauche (Lettre de la Fraction de Gauche italienne)
19.- Résolution FELIX sur la question syndicale
20.- Sur la Question de l'unité syndicale après le congrès de la C.G.T.
21.- Résolution EMILE sur l'unité syndicale (NAVILLE)
22.- A la C.E. de la L.C. en France (Fraction de gauche italienne)
23.- Résolution de la Fraction de la Gauche Italienne sur l'U.S.
24.- Lettre Ouverte à la C.E. (JEAN-JACQUES)
25.- Comptes-rendus des C.E. d'OCTOBRE
26.- Lettre de Montigny-en-Eohelle

ERRATA: a) La motion FELIX a été adoptée par la R.P. à 19 voix pour, contre 1, et X abstentions. Les camarades FRANK, MOLINIER, SARAH C., TREINT, BLASCO, HENRI considérant la discussion non terminée et la résolution basée sur des interpellations erronées de leur opinion, ont de ce fait, refusé de prendre part au vote.

b) A la page 24 il est à noter que le rapport de la Commission de Contrôle a été adopté par la C.N.

c) Page 29 la lettre est celle de la Fraction de Gauche Italienne.

-:-:-:-:-:-

-:-:-

l'influence de l'opposition dans le Nord, aucune critique de la "VERITE", aucune suggestion, aucune souscription. Nos camarades de l'extrême-Nord qui sont de si,solides travailleurs doivent vaincre cette tendance au régionalisme. DE VREYER a besoin de l'appui d' Halluin; il y eut à Lille un meeting pour l'unité et une réunion de cheminots retentissante. L'aide des camarades d'Halluin eut été utile. Ce mois prochain doit marquer un progrès de nos liaisons, n'est ce-pas Halluin?

Si la vie de la Ligue a fait un pas, si les débats de la C.E. ont acquis du sérieux, il faut dire que la coordination des efforts autour du journal, des souscriptions, les correspondances etc.. ont été très insuffisantes; et il faut également dire que le Congrès de la CGTU à part Lyon et Chaligny, les groupes nous ont laissé malgré notre insistance sans nouvelles. Nous publions ici les circulaires envoyées sur ce point.

Un autre point mérite notre attention; la réponse du B.P. Mais cette réponse ne résoud évidemment pas la question pour nous; il reste posé devant la base; nous devons susciter des protestations dresser la base contre cette décision bureaucratique.

Ensuite, il va de soi que dans chaque coin où sans abdiquer un oppositionnel peut être réintégré, il doit agir en sorte de réaliser cette possibilité. Mais il faut bien noter qu'en certains cas elle aboutirait à diminuer beaucoup nos possibilités sur le parti; c'est très complexe et le cas de Dijon est de ceux-là. La C.E. a adopté une résolution à ce sujet.

TELEGRAMME à T R O T S K Y

"CONFERENCE NATIONALE LIGUE ADRESSE SALUT REVOLUTIONNAIRE
"CAMARADE TROTSKY. AFFIRME SOLIDARITE BOLCHEVIKS-LENINISTES;
"S'ENGAGE A TRAVAILLER ACTIVEMENT REALISATION DECISION PRISES
"POUR MARCHE EN AVANT LIGUE OPPOSITIONNELLE INTERNATIONALE".

---

bien la Conférence se déroulera sous le signe de la lutte intérieure démoralisante et stérile,- alors il vaut mieux ne pas retarder la scission.

Je vous donne mon opinion avec tout la franchise et le tranchant parce que je pense que les révolutionnaires n'ont pas besoin de la diplomatie intérieure et parce que l'expérience apprend que les crises chroniques ne trouvent pas leur solution dans des discours doucereux.

Faut-il ajouter que si les deux groupes fondamentaux de la Ligue: celui que je soutenais dans les questions essentielles et celui que je combattais, étaient arrivés à un accord loyal pour un travail commun efficace, je serais heureux de m'écrier: "La paix de Prinkipo est morte, vive la paix de Paris!", chacun de nous, y compris moi, aurait mis très volontiers dans ce cas une croix sur les erreurs passées, sur les équivoques et sur les heurts parce qu'il faut vivre non avec le passé mais avec l'avenir.

De tout mon coeur, je souhaite que votre Conférence se déroule sous le signe de l'avenir et non du passé!

Salutations communistes.

L. TROTSKY.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LETTRE du S.I. aux DELEGUES de la 1ère CONFERENCE NATIONALE de l'OPPOSITION DE GAUCHE FRANCAISE

Chers Camarades,

La Première Conférence Nationale de l'Opposition de Gauche française se réunit à une étape très importante du mouvement communiste international et particulièrement du mouvement communiste en France. La valeur et la portée des perspectives qu'elle est appelée à fixer et des décisions qu'elle doit prendre ne peut échapper à personne.

Pour une série de facteurs et de circonstances connus par chacun de vous, l'Opposition de Gauche française jouait et joue encore dans l'Opposition de Gauche Internationale un rôle particulièrement considérable. La Conférence de l'O.G. française doit avoir conscience de ce rôle en abordant et discutant tous les problèmes qui sont posés à l'ordre du jour. C'est en premier lieu la tâche de fixer avec clairvoyance et précision le caractère de l'époque actuelle et le sens du courant dans lequel l'avant-garde prolétarienne doit agir.

1.- Nul doute que le capitalisme mondial est actuellement secoué par une crise des plus aigües. Le développement extrême des formes productives crée une contradiction irréductible avec les conditions actuelles de l'existence humaine. Toutes les tentatives faites depuis la guerre pour établir un nouvel équilibre n'ont eu pour résultat que l'approfondissement et l'élargissement des manifestations de la ruine croissante du capitalisme. La crise qui se développe sous nos yeux en est une preuve tangible. Par millions les hommes sont jetés dans tous les pays hors du système de production. Tandis qu'au cours de la période progressive du capitalisme les fluctuations inévitables se distinguaient par leur caractère ascendant, par la progression puissante des forces productives: actuellement la décadence croissante,- avec ses fluctuations également inévitables,- se manifeste par leur caractère destructif et regressif. Les progrès faits par la mécanique, la chimie, l'"organisation" de l'industrie (ratiobalisation) ne sauraient être présentés comme un indice d'ascension générale du capitalisme, et par suite, comme un signe de progrès économique du régime social actuel. Cette thèse qu'ont défendue

de leur extension dans le monde. Tout ce qu'il y a de réactionnaire dans la théorie national-socialiste dont s'inspire la direction stalinienne résulte de la théorie absurde et anti-marxiste du socialisme dans un seul pays. Les succès indubitables remportés dans la voie de la construction socialiste démontrent combien l'opposition de Gauche du Parti Communiste russe avait raison en soutenant la "planification de l'économie soviétique depuis de longues années, mais ils démontrenten même temps par le dernier discours de Staline à propos des déséquilibres dans l'exécution du plan quinquennal combien grands demeurent les dangers qui sont cachés dans une politique fausse, même quand elle prend à sa charge une cause juste, comme celle du plan quinquennal. La vérification continue par l'expérience révolutionnaire demeure la seule méthode susceptible d'apprécier la justesse de toute politique. C'est de cette expérience que nous dérive la conviction qu'en indiquant la voie pour entraîner les masses dans la lutte sous la direction de l'I.C., en luttant pour réanimer le Parti et tous les organes du pouvoir prolétarien en Russie de l'esprit de Lénine, l'Opposition de Gauche Internationale lutte pour sauvegarder et pour élargir à tous les pays les conquêtes grandioses de la Révolution d'Octobre.

3.- Immenses et difficiles sont les tâches qui se posent particulièrement à l'Opposition de Gauche en France: tant à cause du rôle prédominant de l'impérialisme français dans le monde qu'à cause de la confusion idéologique existante dans la classe ouvrière française.

a) De toutes les puissances impérialistes, la France, devenue l'arbitre financier de l'Europe est le pays dont la situation économique, malgré l'augbentation notable du chômage, la régression de la balance commerciale et la crise des masses campagnardes, semble garder le plus de "stabilité", de "force" et d'"harmonie". Mais la France ne saurait échapper aucchaos qui ébranle le marché mondial. Depuis douze ans elle s'efforce de cimenter sous son hégémonie l'Europe sortie de la "paix" de Versailles, mais les difficultés internationales accrues ne font que montrer de plus en plus l'absence d'"harmonie" et de "stabilité" sur lesquels s'appuie le système de l'impérialisme français. La visite de Laval à Berlin et sa prochaine visite aux Etats-Unis ne sauront "apaiser" les contradictions de l'Europe de Versailles pas plus que ne l'ont fait toutes les conférences de Genève et les pactes de Locarno. L'impérialisme français sera entraîné par le choc de ces contradictions. Intéressé au maintien des chaînes de Versailles, il devient par ce fait même le facteur le plus conservateur et le plus réactionnaire de l'Europe. Afin d'éviter que la note lui soit présentée par les capitalismes qui souffrent de son expansion, il cherche, en s'assurant l'hégémonie sur l'Europe à souder sous sa direction l'union sacrée de ces puissances capitalistes et à les dresser contre l'Union Soviétique. De toute façon, de peur de voir le système de Versailles s'effondrer, l'impérialisme français est poussé à se faire le gendarme de l'Europe. La lutte contre l'impérialisme français, contre les illusions de "Paneurope", est la lutte pour la libération des peuples des chaînes de Versailles et pour l'instauration des Etats-Unis soviétiques d'Europe.

b) Le prolétariat français et son parti de classe, le P.C.F. est le facteur principal de cette lutte. Toute possibilité de succès est conditionnée à la capacité de l'avant-garde prolétarienne organisée dans le parti communiste et autour de lui de s'assimiler la stratégie et la tactique bolchévik-léniniste. Si le mouvement ouvrier français est en ligne droite lié à la glorieuse tradition de la Commune, il est, d'autre part, indiscutable que la ligne de son développement a beaucoup dévié de cette tradition.

La pénétration dans le mouvement français des courants et des doctrines qui sont étrangères à la pensée marxiste, à la pensée propre de la classe ouvrière en tant que classe révolutionnaire de notre époque: (le social-patriotisme, l'anarcho-syndicalisme, le radicalisme, etc...) et d'autre part l'évolution du capitalisme en France (origine récente du développement industriel, formation de nouvelles couches prolétari-

de nouvelles couches prolétariennes, permanence de fortes survivances du passé (artisanat) stratification multiple de la classe ouvrière (aristocratie ouvrière, main d'oeuvre étrangère et coloniale, fluctuation dans les usines) ont fortement retardé le processus de regroupement des forces prolétariennes dans la voie du marxisme révolutionnaire. Les vicissitudes du mouvement communiste en France ne sont que le reflet de ces faiblesses du mouvement ouvrier français. La gauche communiste ne pouvait pas y être préventivement immunisée. La création et la dislocation de différents groupements se réclamant de l'Opposition (groupes Souvarine, Pas, Treint) démontrent qu'il ne suffit pas d'élaborer une plateforme déterminée pour être garantie contre toute déviation des positions du marxisme, mais que c'est par l'expérience révolutionnaire que l'on vérifie tous les jours la justesse d'une position programmatique, qu'on élimine les éléments étrangers à la pensée marxiste, que l'on éduque une véritable avant-garde prolétarienne. La ruine de ces différents groupements mentionnés n'est que la ruine de leurs positions fausses.

La Ligue Communiste surgie en 1929 sur la ruine de ces "vieux" groupements et sur la base des forces nouvelles, avait comme but d'amener la formation d'une véritable opposition de gauche prolétarienne en s'assimilant toute l'expérience passée. Ce processus n'a pas été sans difficultés et il ne peut pas être considéré comme terminé. C'est un fait aussi incontestable que l'Opposition de Gauche en France est sortie de la phase d'engendrement et qu'elle compte désormais des positions acquises dans le mouvement ouvrier français. Il s'agit de les consolider et de les pousser en avant. C'est le problème que la Conférence doit se poser et que tous les délégués doivent chercher à résoudre.

4.- Mettre à profit de toute l'organisation l'expérience des deux années d'activité vécues par la Ligue, c'est le devoir qui incombe à la Conférence.

Deux questions surtout ont fait apparaître dans toutes ses manifestations le malaise de la Ligue :
- 1) la question du tournant (été 1930),
- 2) la question syndicale (Opposition unitaire).

1) - Sur la question du tournant, différentes tendances se firent jour dans la Ligue, ce qui permit la première et la plus importante vérification de l'orientation de ces tendances. Sans faire concession à la bureaucratie centriste, la tâche de l'Opposition vis-à-vis du tournant consistait à appuyer tout ce qu'il y avait de progressif dans le sens du redressement du Parti. La position adoptée par la direction de cette époque notamment définie par l'appréciation du tournant comme étant "un pas vers l'opportunisme", porta inévitablement à nous soustraire du processus qui se déterminait dans le Parti, et par suite à nous empêcher de l'orienter vers nos solutions. La détermination précise de nos tâches en tant que fraction de l'Internationale et du Parti, doit aujourd'hui nous permettre de tirer tout le profit de ces erreurs passées pour utiliser le nouveau tournant du Parti effectivement, mais sans concession d'aucune sorte à tout esprit liquidateur qui pourrait se faire jour.

2) - Dans le domaine syndical la déviation des positions marxistes n'a pas été moins grave pour le développement de l'Opposition de gauche en France. La création dans la C.G.T.U. d'une opposition unitaire influencée par l'Opposition de gauche pouvait devenir une force efficace de redressement de la C.G.T.U. et par suite un moyen non moins efficace d'accroissement du poids politique de l'Opposition de Gauche elle-même dans le Parti, si la Ligue, - ayant une juste conception du travail communiste dans le syndicat, - n'avait abdiqué son rôle en se

dissolvant dans un "courant large" amorphe et confus. La tâche primordiale de la Ligue pour ce qui concerne le "travail syndical" consiste à faire passer dans le Parti, et par suite dans les syndicats, au moyen des fractions syndicales communistes, une juste conception du syndicalisme révolutionnaire de masse. Ce qui ne veut pas dire que les oppositionnels de gauche dans les syndicats unitaires ainsi que dans les syndicats réformistes doivent renoncer à grouper, - lorsque les circonstances le permettent, - autour d'eux tous les membres des syndicats qui acceptent nos directives dans le domaine syndical. Cette "organisation" ne pourra inévitablement être qu'une organisation plus "large" de nos fractions syndicales dont la tâche ne sera pas de se faire remorquer par elle, mais au contraire de la guider en l'influençant de nos idées.

L'Opposition de gauche en France a dans le domaine syndical une lourde tâche à remplir: soit à cause des fortes traditions anarcho-syndicalistes qui demeurent enracinées dans la classe ouvrière et dans son avant-garde révolutionnaire, soit à cause du discrédit que l'application mécanique du "rôle dirigeant" du Parti de la part du centrisme a porté à cette idée fondamentale de la conception marxiste des rapports entre Parti et syndicats. Rétablir cette conception, aider le Parti à élargir son influence sur les masses organisées en le faisant activement intervenir dans le mouvement en cours pour la réalisation d'une organisation syndicale unifiée: voilà une des tâches principales de l' Opposition de Gauche.

Le problème de l'unité syndicale demeure un problème ardent pour la classe ouvrière française. La C.G.T.U., en prenant dans ses mains l'initiative de la fusion, parviendra par là même à briser toute manoeuvre des véritables "scissionistes" du mouvement ouvrier, et par conséquent à renforcer le courant révolutionnaire dans tout le mouvement syndical.

5.- Dans une organisation qui aurait assimilé entièrement les méthodes et les principes d'une organisation prolétarienne communiste, la discussion de tous ces problèmes se serait faite sans secousses ni ruptures. Mais les survivances de la vie de groupes du passé, le prolongement de formes de lutte de petit cercle, l'insuffisance de liaison avec le Parti et la classe ouvrière, ont fait bien souvent prendre à l'intérieur de la Ligue aux questions personnelles un caractère prédominant sur les questions politiques. Les questions concernant la personnalité des différents camarades peuvent, il est vrai, elles aussi devenir des questions politiques. Mais ce n'est qu'à l'aide de l'organisation que toute question peut être tranchée. Cette conception a fait dans maints cas défaut. Nous ne parlerons que des cas les plus remarquables, et seulement dans le but de démontrer ce que doit être une véritable organisation révolutionnaire. Nous ne parlerons donc que du cas du camarade ROSMER et du cas du départ de la Ligue du groupe dit de la "Gauche Communiste".

On connaît les conditions dans lesquelles le camarade ROSMER quitta le travail de la Ligue. Invité à plusieurs reprises à s'expliquer devant l'organisation, il a toujours refusé de le faire. Par sa méfiance vis-à-vis de l'organisation, abandonnant sa place de lutte dans la Ligue sans jamais donner des explications devant elle, le camarade ROSMER a démontré qu'il possède de l'organisation une conception étrangère à la conception communiste. Et puisqu'il refuse de reconnaître tout devoir vis-à-vis de l'organisation, il en résulte que la Conférence Nationale ne pourra que constater cette volonté manifestée par ROSMER de se tenir à l'écart du travail de l'Opposition de Gauche internationale, et de déclarer comme absurde et incompatible le fait de se réclamer de l'Opposition de gauche d'un côté et prétendre de l'autre de se soustraire à tout contrôle et discipline de l'organisation.

Le cas du groupe dit de la "Gauche Communiste" n'est pas moins révélateur d'une fausse conception des principes qui régissent notre organisation communiste. Ce groupe est parti de la Ligue en prétextant l'attitude prise par la C.E. dans la grève des mineurs (appel aux mineurs, rentrée en bloc). Nous avons déjà dit combien une telle attitude à propos de la grève des mineurs a été préjudiciable pour l'Opposition française aux yeux des ouvriers et des camarades du Parti. Cette erreur relève d'une fausse orientation du travail de la Ligue, orientation qui s'est manifestée de plus en plus claire au cours de cette dernière période par la tendance à s'opposer dans la pratique au Parti comme une formation politique pa (grève des mineurs, grève du textile dans le Nord, campagne publique sur la révolution espagnole, caractère du journal "LA VERITE" transformée en organe d'agitation au détriment de la propagande nécessaire à l'éducation des cadres dans le Parti). Cette orientation, comme le reconnaît le rapport moral présenté par la C.E. à la Conférence, doit être radicalement changée par la Conférence. Mais ce n'est que par voie de la discussion au sein de l'organisation qu'on arrive, qu'on doit toujours arriver à corriger nos erreurs, à surmonter nos faiblesses et nos insuffisances. La condition est naturellement qu'on soit d'accord sur les questions de principe et qu'on ait une base politique commune.

Pour corriger avec plus de succès nos défauts, nos insuffisances et les erreurs passées, il est nécessaire que la Conférence mette un terme à toute conception anarchisante de la vie et du fonctionnement de l'organisation; que cesse toute fluctuation qui maintient l'organisation dans un état perpétuel d'anarchie; qu'on donne à la vie intérieure de la Ligue des normes d'une organisation prolétarienne. A cet effet, la Conférence sera un point d'arrivée parce qu'elle liquidera entièrement toute forme de travail incompatible avec une organisation communiste et toute conception erronée des tâches qui se posent à l'Opposition en tant que fraction de gauche du Parti. Elle sera un point de départ en ce que l'orientation nouvelle qui sortira de cette Conférence servira d'impulsion pour tout le travail de l'Opposition en France. Pour être adéquate à la situation objective et aux forces réelles de la Ligue, la nouvelle orientation doit être inspirée par une volonté très ferme de créer des cadres éduqués des bolchéviks-léninistes, pour suppléer à l'indigence théorique et idéologique du P.C.F. Ce travail de préparation des cadres ne sera possible qu'avec l'introduction d'une discipline bolchévique dans nos rangs où l'activité de chacun est coordonnée et contrôlée par un organisme régulièrement élu. Le régime intérieur, la gestion financière et administrative doivent être radicalement changés. La base politique élaborée par la Conférence et le nouveau régime d'organisation clairement défini doivent faire cesser toute lutte de groupe et permettre une collaboration collective à tous les échelons de l'organisation.

Le S.I. croit interpréter la pensée de toutes les sections nationales en disant que les oppositionnels de gauche de tous les pays tournent les yeux vers les assises de la Conférence Nationale de la Ligue française avec l'espoir que l'Opposition française de Gauche en sortira grandie et fortifiée, et que cette Conférence donnera une nouvelle impulsion à toute l'Opposition internationale.

Vive l'Opposition de Gauche en France!

Vive l'Opposition de Gauche internationale!

Vive l'Internationale communiste!.

REPARTITION DES MANDATS

VILLES	NOMS	Nombre de mandats
PARIS	MILL	4
	EMILE (ou CHARLES)	4
	FELIX	4
	[illegible]	4
	RAYMOND	4
	FRANK	4
	NAVILLE	4
	J.JACQUES	4
	Sarah MENANT	4
NORD	Halluin : [illegible]	12
	Montigny-en([illegible]	4
	Gohelle ([illegible]	3
	Lille ([illegible]	2
EST	Chaligny : [illegible]	3
	Dijon : [illegible]	1
	Lyon : [illegible]	3
	Vendée : [illegible]	3
	Toulouse : [illegible]	4
	OLERON : C[illegible]T	1

ABSENTS : Longwy : M[illegible]T ; Marseille (invités : BLANKAERT excusé.

TITRE CONSULTATIF : URBAIN, GOURGET, groupe gauche italienne

OPPOSITION INTERNATIONALE : P.S.I. - SUISSE - N.S.I. (2) - BORDIGHISTES (2) - BELGIQUE (2) - ALLEMAGNE (1).

LETTRE DE LA "GAUCHE COMMUNISTE"

Aux Camarades délégués à la Conférence Nationale de la Ligue Communiste.

Camarades,

Nous ne venons pas faire de nouveau le procès détaillé de la direction actuelle de la Ligue. Ce procès a été mené par nous au grand jour, principalement dans les cinq numéros de notre Bulletin. Ici même le camarade CORNETTE a dit des choses que nous pourrions entièrement prendre à notre compte.

Nous tenons seulement ici à insister sur un point, capital à notre avis; celui du régime intérieur de la Ligue, responsable de ses erreurs politiques, de la désaffection des militants à son égard et de la ruine de son influence si bien mise en lumière dans le tournant du parti dont la Ligue est complètement absente.

La manière dont a été menée la discussion dans le Bulletin intérieur montre clairement que le régime intérieur de la Ligue loin de s'améliorer n'a fait que devenir de plus en plus détestable. A l'appui de ce dire, nous voulons invoquer ce qu'on a appelé le "cas ROSMER". Nous élevons une protestation vigoureuse sur la manière dont la direction a escamoté l'examen de ce prétendu cas personnel. Elle refuse d'insérer la dernière lettre du camarade ROSMER et cependant elle n'hésite pas à publier largement toutes sortes de "réponses" à cette lettre en les agrémentant des allusions les plus perfides sur le contenu d'un texte qu'elle tient sous le boisseau. Nous tenons à souligner qu'en employant de tels procédés la direction de la Ligue reprend à son compte les pires procédés staliniens démonétisés même dans le parti. C'est à l'heure où l'Humanité, organe de large diffusion, insère sans un mot de commentaire le texte d'un camarade oppositionnel de gauche que le bulletin intérieur de la Ligue se contente de publier les "réfutations" de la lettre du camarade ROSMER. Ceci ôte tout droit à la direction de la Ligue de donner au parti des leçons de démocratie et de loyauté politique.

La direction de la Ligue, c'est-à-dire le secrétariat, c'est-à-dire MOLINIE, craint de publier cette lettre parce qu'elle pourrait donner des armes à nos ennemis de classe. On parle de calomnies concernant la personne de MOLINIE! C'est ce prétexte qui constitue lui-même une infâme calomnie contre notre camarade ROSMER. Sans préciser davantage, et ce serait chose facile, nous pouvons affirmer que cette lettre ne contient sur MOLINIE pas une affirmation qu'un seul membre de la Ligue, ni lui-même, ne puisse déclarer inexacte. En réalité, ce n'est pas le jugement de nos adversaires de classe sur MOLINIE, mais bien le jugement des ouvriers que redoute la direction de la Ligue, c'est-à-dire le secrétariat, c'est-à-dire MOLINIE.

Ce qu'on appelle le "cas ROSMER" n'est qu'une illustration particulièrement frappante d'un fait beaucoup plus général que la direction se garde bien de soumettre à la réflexion des camarades: le fait que la Ligue après avoir été à ses origines le centre de ralliement des oppositionnels et le noyau de la régénération du parti n'est plus qu'un véritable repoussoir pour les militants, et pas seulement pour ROSMER, qu'elle est tombée par son régime intérieur beaucoup plus bas que ne l'est actuellement le Parti. Le régime intérieur super-stalinien, le psittacisme politique, le vide croissant, l'atmosphère de plus en plus raréfiée et irrespirable ne font plus de la Ligue qu'une minuscule caricature du

parti de la 3ème période. L'éloignement du camarade ROSMER, fondateur de la "VERITE" et de la Ligue, montre qu'il n'y a plus que la communauté du nom entre la Ligue à ses origines et ce qu'elle est actuellement.

La direction reproche au camarade ROSMER de s'en tenir à des caractéristiques personnelles sur le dirigeant de la Ligue et à des considérations sur le régime intérieur et de ne pas donner de raisons politiques.

Sur le premier point, le camarade ROSMER a déjà suffisamment répondu dans la lettre que la direction refuse de publier en rappelant la caractéristique pourtant strictement personnelle donnée par LENINE sur STALINE et la valeur politique de cette caractéristique. La politique ne consiste pas, comme la direction feint de le croire, à faire répéter des thèses par des perroquets et exécuter des mots d'ordre par des automates. La politique est faite par des hommes et, tant qu'il en sera ainsi les caractéristiques personnelles de ces hommes auront une importance politique considérable.

Le régime intérieur de la Ligue n'est pas à proprement parler un régime bureaucratique, mais quelque chose de bien pire. La direction a sans cesse transposé dans la politique des méthodes aventuristes qui trouvent certainement leur application dans le monde capitaliste mais qui ne peuvent que ruiner une organisation prolétarienne. La Ligue a été "lancée", au sens classique, dans la classe ouvrière par la publicité et le bluff. La bureaucratie stalinienne du parti et de l'I.C. conserve un caractère relativement collectif et impersonnel qu'on ne retrouve même pas dans la direction de la Ligue.

Les questions du régime intérieur ne sont pas du tout, comme le pense la direction, extérieures à la politique. Les méthodes bureaucratiques du contrôle hiérarchique de haut en bas de la cooptation et du favoritisme sont parfaitement compatibles avec la vie et le développement de la machine de l'état en régime capitaliste. Elles mènent à la ruine une organisation prolétarienne révolutionnaire dont la vie n'est possible que sous un régime de contrôle démocratique par la base et d'éligibilité à tous les postes. C'est en transposant les méthodes bureaucratiques de gestion de la machine de l'état dans le domaine de la politique révolutionnaire que STALINE a liquidé le parti communiste russe et que le stalinisme a amoindri la capacité de lutte de l'I.C.

Les transformations d'un caractère non prolétarien dans le régime intérieur d'une organisation révolutionnaire sont le bouillon de culture des déviations politiques, des tactiques déviées du terrain de classe. C'est ainsi que la bolchévisation de l'Internationale en 1924-25 a été le bouillon de culture de la théorie du socialisme dans un seul pays, formulée bien plus tard, et des tactiques erronées de l'intégration au Kuo-Mintang et du Comité Anglo-Russe. C'est la transformation plébiscitaire du parti russe à partir de 1926-27 qui a mené plus tard aux erreurs de la collectivisation forcée et des rythmes outrés de l'industrialisation.

S'imaginer comme le fait la direction de la Ligue, que la politique juste ou erronée a une existence abstraite, que le régime intérieur bon ou mauvais n'en est qu'un produit secondaire, c'est méconnaître la leçon des faits et oublier l'A.B.C. du marxisme; c'est se fermer entièrement la voie qui mène au redressement de l'opposition de gauche d'abord, de l'Internationale ensuite.

ment qu'à un détestable régime intérieur a correspondu une série de fautes et de zig-zag entièrement dépourvus de principes. Ce qui est plus grave encore, et que nous tenons à souligner, c'est que ce régime intérieur n'est pas le fait d'un camarade, si influent soit-il, ni même de la seule Ligue française, il est le fait de toute la direction de l'Opposition internationale. Le Bureau international, chargé de coordonner les actes des différentes sections, abandonna ses pouvoirs dans les mains d'un secrétariat administratif et cet organisme, en principe irresponsable, a sans discontinuer dirigé l'Opposition de gauche. Responsable de la situation de l'Opposition en Allemagne, il a couvert ici la politique d'aventures de la direction française. Il a contribué à implanter dans l'Opposition des moeurs que notre camarade ROSMER a justement définies comme "zinoviévistes", c'est-à-dire direction occulte ou fractionnelle, régime "plébiscitaire" qui consiste à appeler des camarades à se prononcer sur des questions qu'on leur cache. La lecture du bulletin intérieur est édifiante à ce sujet, et plus récemment nous citerons l'exemple de nos camarades américains, de nos camarades espagnols condamnant LANDAU et nous-mêmes. De tels faits rappellent les condamnations prononcées par les cellules et sections en 1924 contre le "trotskysme".

Mais il ne faut pas oublier que la politique du secrétariat international a reçu, au moins jusqu'il y a quelque temps, l'entière approbation du camarade TROTSKY. Il est donc impossible de concevoir comment une politique aussi néfaste a pu se développer si on fait abstraction du soutien qu'elle a reçu de la part du camarade TROTSKY. Il est avéré que la direction de la Ligue depuis janvier ne représentait qu'une minorité. Elle s'est cependant maintenu au pouvoir en jouant avec le prestige et la confiance que lui avait accordé le camarade TROTSKY, de même que la direction du parti joue avec le prestige et la confiance dont jouit l'Internationale parmi les masses.

Et ceci pose pour l'Opposition un problème qui dépasse de beaucoup la personnalité des dirigeants de la Ligue. Il s'agit de savoir, en termes clairs, si la direction de la Ligue doit être l'émanation de la base ou seulement celle du chef idéologique de l'Opposition. En d'autres termes, il s'agit de savoir si la Ligue doit être une organisation prolétarienne ou une assemblée de perroquets. Or nous préférons de beaucoup un camarade qui se trompe au plus joli perroquet du monde.

Notre attitude vis-à-vis de la Ligue est et sera dictée encore par cette considération. Mais l'expérience passée nous a rendu sceptiques sur les promesses et déclarations de la direction. Ce sera à la nouvelle direction de la Ligue de faire la preuve que dans ses méthodes et dans ses actes, il y a quelque chose de changé. Il faut avant tout que dans la Ligue on retrouve l'atmosphère des quatre premiers congrès de l'Internationale dont ses statuts prétendent qu'elle se réclame. Il faut qu'elle se débarrasse des relents de zinoviévisme et d'aventurisme dont elle est empoisonnée. Dans la situation présente, ce sera pour la nouvelle direction une tâche difficile à accomplir, même si par hasard elle est pleine de bonne volonté.

Quant à nous, qui depuis dix mois avons crié casse-cou et mis les camarades en garde contre les actes de la direction nous nous réserverons, pour notre compte, le soin d'en tirer les conséquences.

DECLARATION DU CAMARADE TREINT

1°) - De 1923 à 1927 le noyau essentiel de l'opposition russe sous la direction du camarade TROTSKY luttait contre le germe de Thermidor et constituait la gauche de l'Internationale. La majorité zinoviéviste représentait un centrisme de gauche frayant la voie à Thermidor. Le groupe Brandler constituait un courant opportuniste vers lequel convergeait un courant droitier dont certains représentants en France comme Souvarine, Monatte, Loriot, tendait de se draper dans le manteau de l'opposition russe.

Trompé par la fraction Zinoviev qui commençait déjà à falsifier l'histoire du parti russe et à falsifier les informations sur la situation russe et internationale, égaré aussi par certaines fautes tactiques secondaires de l'opposition à travers lesquelles j'ai eu tort de la juger fondamentalement, j'ai objectivement, par le fait même de mon appartenance à la majorité centriste, contribué à la fausse politique qui frayait la voie à Thermidor.

2°) - La direction centriste du parti russe pour falsifier l'histoire et les informations sur la situation russe et internationale a dû recourir sous le nom de bolchévisation à une politique intérieure de mécanisation bureaucratique absolument incompatible avec la formation et le développement d'une avant-garde révolutionnaire. Les révoltes partielles contre ces mauvaises méthodes furent maintenues à l'intérieur des organismes de direction et cette fausse conception de la discipline, acceptée par moi, aboutissait à soustraire au parti l'examen des problèmes vitaux du mouvement ouvrier et révolutionnaire .

3°) - En 1927; sur les questions fondamentales d'alors du mouvement ouvrier: question russe, révolution chinoise, comité anglo-russe, ainsi que sur les questions françaises, j'ai pris une position juste que depuis je n'ai cessé de défendre d'abord dans le groupe du REDRESSEMENT COMMUNISTE et ensuite par une action commune avec la Ligue communiste .

4°) - Sur les questions fondamentales des forces motrices de la Révolution russe et de ses rapports avec la Révolution mondiale, les thèses d'avril de LENINE et de TROTSKY et la théorie de la Révolution permanente telle qu'elle est formulée actuellement par le camarade TROTSKY représente dans son essence et appliquée à la situation nouvelle le prolongement vers l'avenir des thèses d'avril.

5°) - Sur la base de ces déclarations, il va de soi que les divergences secondaires que je puis avoir actuellement avec la Ligue ne dépassent pas le cadre de divergences qui peuvent exister à l'intérieur d'une organisation communiste et qui doivent être résolues sur la base d'un véritable régime de centralisme démocratique.

Pour ces raisons, je demande mon adhésion à la Ligue.

RESOLUTION SUR LA DEMANDE DU CAMARADE TREINT

1°) - Le camarade TREINT, après avoir combattu l'opposition de gauche a pris position pour elle en 1927 sur les questions fondamentales (URSS, Révolution chinoise, comité anglo-russe) et a depuis continué à défendre ses positions.

2°) - Le camarade TREINT a dans ces derniers mois collaboré aau travail de la Ligue.

3°) - Les divergences existant entre le camarade TREINT et d'autres camarades de l'Opposition de gauche et en particulier le camarade TROTSKY, doivent être discutées au sein de l'organisation de l'opposition, dans les cadres du régime du centralisme démocratique.

4°) - La Conférence Nationale de la Ligue Communiste, après avoir pris connaissance de la Déclaration du camarade TREINT, décide d'accepter sa demande d'adhésion.

VOTE: 52 pour, 8 contre, 12 absents.

LETTRE DU CAMARADE TROTSKY AU CAMARADE TREINT

Cher Camarade TREINT,

Je veux faire ici un court bilan de notre échange de lettres et de nos conversations.

1°) - Je considère, comme vous le savez, que vous avez une fausse appréciation du passé. Politiquement, cela est important dans la mesure où les divergences sur le passé peuvent se manifester dans l'avenir. Mais la question du passé, prise isolément, n'a pas été soulevée par moi et je ne la soulève pas maintenant. A ma connaissance, les camarades dirigeants de la Ligue ne soulèvent pas non plus cette question. D'autant moins avez-vous des raisons de la soulever de notre part. Si la Ligue n'exige pas de vous la reconnaissance formelle de vos fautes réelles, vous avez d'autant moins de raison et de droit de dénoncer, en adhérant à la Ligue, les "fautes" imaginaires des autres.

Vous ne pouvez pas ne pas comprendre que toute votre déclaration de cet ordre rencontrera une résistance immédiate et décisive pendant laquelle sera développé tout le passé, à partir de 1923. Vous ne pouvez pas ne pas voir que la fraction zinoviéviste des centristes de gauche à laquelle vous appartenez n'existe plus et que sa disparition n'est pas dûe au hasard.

Ensuite, vous ne pouvez pas ne pas comprendre que toute l'opposition française et internationale sera dans les questions litigieuses concernant le passé entièrement unanime contre vous.

Faire une déclaration au sujet des erreurs des vôtres et non pas au sujet de vos propres erreurs, serait possible seulement dans le cas où votre but politique serait de démontrer l'impossibilité d'un travail commun avec nous; mais vous déclarez catégoriquement que ce n'est pas ainsi. Dans ce cas, il est indispensable de ramener vos actions en correspondance avec vos intentions.

2°) - Question de la Révolution permanente : je la considère décisive dans le sens programmatique stratégique. Dans ma dernière brochure j'ai tenté de démontrer que cette question est entièrement et définitivement sortie du domaine des querelles russes anciennes et qu'il est devenu la question centrale de la stratégie révolutionnaire du prolétariat international.

Je suis loin de penser que la théorie de la Révolution permanente a un caractère "achevé" o.. qu'elle soit un passe-partout à tous les problèmes stratégiques. Non, cette théorie ne nous libère en aucune façon de la nécessité de l'analyse concrète de chaque situation historique nouvelle dans chaque pays séparé, bien au contraire elle nous y contraint. Considérer la théorie de la Révolution permanente comme un dogme surhistorique contredirait son essence même.

Mais cette théorie nous donne une position de départ unique et juste dans la dynamique intérieure de chaque révolution nationale contemporaine dans la liaison ininterrompue avec la révolution internationale. Dans cette théorie, les bolchéviks-léninistes ont une formule combative imbue du contenu des évènements gigantesques des 30 dernières années.

Sur la base de cette formule, l'opposition combat et combattra décisivement les réformistes, les centristes et les national-communistes. Un des avantages les plus précieux de cette formule consiste en ce qu'elle tranche comme avec un rasoir les liens idéologiques avec toutes les espèces de révisionnisme des épigones. S'affaiblir par n'importe quelle concession en faveur des points de vue des zinoviévistes ou des semi-zinoviévistes sur cette question, serait le suicide idéologique de l'Opposition. Il ne peut pas en être question.

Puisque vous n'avez pas pris connaissance jusqu'à maintenant des travaux essentiels de l'Opposition de gauche consacrés à la question de la Révolution permanente, et comme vos objections actuelles que je considère tout-à-fait fausses et frôlant la limite du républicanisme vulgaire s'expliquent dans une mesure considérable par votre connaissance insuffisante, je ne puis actuellement me prononcer d'une façon catégorique sur la profondeur des divergences qui nous divisent. J'attendrai avec un vif intérêt vos conclusions formulées si cela vous est possible sur la base de deux livres : "l'I.C. après LENINE" et "LA REVOLUTION PERMANENTE". Si dans cette question de principes il n'est pas [illegible], il vaut mieux ne pas hâter votre liaison à l'opposition, car elle n'exprimerait purement formelle et amènerait à la première épreuve sérieuse une rupture inévitable.

3°) - Si toutefois il devenait clair à vous-même comme aux autres [illegible] le travail commun il n'y ait pas d'obstacle immédiat [illegible] je serais personnellement heureux.- il est évident qu'après votre adhésion formelle dans les rangs de l'Opposition de Gauche rien n'empêcherait de soulever dans l'ordre de la discussion telles ou telles autres questions litigieuses ou non éclaircies du passé, du présent et de l'avenir. L'Opposition de gauche ne peut vivre sans discussion intérieure, mais elle ne peut pas d'autre part mettre en doute à l'occasion de l'adhésion d'un camarade isolé ses bases idéologiques élaborées dans la lutte de ces huit années.

Telles sont mes conclusions dictées d'une part par le désir sincère de vous voir entièrement dans nos rangs communistes et d'autre part par le souci de sauvegarder à l'Opposition internationale son homo

RESOLUTION FELIX SUR LA QUESTION SYNDICALE

adoptée

I.- Le congrès de la CGT et la résolution de Japy sur l'unité syndicale confirment pleinement l'appréciation de la Ligue, qui a toujours affirmé que le courant en faveur de l'unité syndicale existe profondément dans la classe ouvrière en France. Mais la revendication de l'unité syndicale n'est pas une revendication abstraite pour "l'unité en soi", capable de résoudre toutes les difficultés de la lutte; elle traduit une certaine forme de la volonté de lutte du prolétariat. C'est pourquoi le devoir impérieux des communistes est de se placer à la tête de ce mouvement.

II.- L'attitude des "22" pendant et après le congrès a confirmé notre appréciation: le C.I.S. représente un courant réformiste dans les rangs révolutionnaires. Elle confirme aussi notre affirmation qu'au cours de l'évolution du C.I.S., une différenciation se produirait inévitablement dans son sein entre ceux qui, comme Martin-Juin, veulent la rentrée pure et simple dans la C.G.T., et ceux qui, après avoir rompu avec Dumoulin reviendront dans la voie révolutionnaire.

III.- La situation créée par le Congrès de Japy ne nous oblige pas à changer de position. Au contraire, notre position, c'est-à-dire la lutte pour inviter les centrales syndicales à convoquer un congrès de fusion, admettant pour la centrale unifiée la démocratie syndicale et le droit de fraction, est renforcée. Les conditions objectives favorisent cette position, qui est d'autre part susceptible de reconstituer l'unité dans la C.G.T.U.

La préparation du congrès de fusion doit se faire par la pratique constante du front unique dans les luttes quotidiennes par les comités mixtes d'unité créés sur la base d'un programme revendicatif, par le rassemblement de larges couches d'ouvriers de toute tendance autour de mots d'ordre revendicatifs, etc...

IV.- Dans la C.G.T.U. il est nécessaire de mener la lutte sur deux fronts. Nous continuons impitoyablement à démasquer les "22", alliés à Dumoulin sur la plateforme collaborationiste. Nous faisons pression sur la majorité confédérale, pour qu'elle prenne des positions hardies sur la préparation d'un congrès de fusion, ce qui entraînerait la division du comité des "22", les éléments révolutionnaires se ralliant à la position de la C.G.T.U. Nous obligeons les centristes à abandonner les formules équivoques sur la "C.G.T. unique lutte de classe", élue par la base (?), qui contribuent à l'affaiblissement de la C.G.T.U.

V.- La Ligue condamne vigoureusement les positions adoptées successivement par les camarades Raymond et Treint, qui, sous le couvert de la phrase radicale "les communistes n'ont pas peur d'être en minorité dans une organisation réformiste", défendent une position liquidatrice qui rejoint celle des renégats Juin et Martin.

Ces camarades se sont d'abord prononcés pour "l'acceptation du plan de Jouhaux", pour "mettre Jouhaux au pied du mur sur la base de la résolution de Japy", ils se sont basés, pour appuyer leur proposition de rentrée dans la C.G.T., sur l'appréciation de la C.G.T.U. comme création "artificielle", entretenue par le "patriotisme des bureaucrates de la C.G.T.U.", sur les responsabilités des réformistes dans la scission, "que les CSR ont favorisée", etc...

La position qui consiste à demander seulement la rentrée en bloc dans la C.G.T. aux mêmes conditions exigées pour le congrès de fusion, est simplement dictée par l'indécision et la crainte de demander franchement l'acceptation du "plan de Jouhaux". Elle doit être repoussée, comme une équivoque, reposant sur les mêmes arguments que la rentrée pure et simple.

Cette position équivaut d'autre part à la liquidation d'une des bases de principe de l'opposition de gauche dans la période présente, c'est-à-dire de la confiance dans la possibilité de redressement du parti, et par suite du mouvement syndical révolutionnaire. Au contraire elle pousse déjà certains camarades à reprendre la théorie, selon laquelle le redressement du parti communiste viendra du mouvement syndical.

Le raisonnement de ces camarades selon lequel le flux de la classe ouvrière va et ira vers le réformisme comme tel est basé sur une conception étroite, s'attachant uniquement à la France et à l'étape actuelle de la crise en France. L'aggravation persistante de la crise mondiale, la faillite du réformisme en Angleterre, en Allemagne et dans d'autres pays, le développement des masses vers le communisme en Allemagne, malgré les obstacles du cours centriste qui continue, sont des arguments qui s'opposent à cette conception. Il n'est pas exclu, et au contraire nous devons peser essentiellement dans ce sens, qu'un redressement hardi des positions de la C.G.T.U. sur l'unité et l'exploitation de toutes les données objectives de la crise et principalement l'opposition des masses au collaborationisme gouvernemental, peuvent créer les bases d'un renforcement de l'influence du syndicalisme révolutionnaire sur les ouvriers réformistes et la classe ouvrière en général.

Même dans la pire hypothèse, si les fautes du centrisme permettent au capitalisme de surmonter momentanément cette crise, le rôle de l'opposition de gauche ne doit nullement être d'organiser dès aujourd'hui la retraite et de se faire à l'avance l'annonciateur de la défaite révolutionnaire. Au contraire, nous devons toujours mettre en avant et lutter pour faire adopter les solutions les meilleures pour la victoire, en nous opposant à l'esprit de panique et de liquidation qui s'emparera du centrisme.

Pratiquement, le mot d'ordre de la rentrée dans la C.G.T. ne peut pas se poser aujourd'hui. Au contraire, il faut le combattre ouvertement comme une trahison des intérêts du prolétariat.

SUR LA QUESTION DE L'UNITE SYNDICALE

APRES LE CONGRES DE LA CGT

1.- Au Congrès de la CGT, Jouhaux et les dirigeants réformistes ont cherché à s'adapter au gauchissement des masses. Nul doute que la grève du textile, en particulier, leur ait servi d'avertissement. D'autre part, la crise va incontestablement en s'approfondissant : augmentation du chômage, etc... Il faut comprendre que Jouhaux fera des efforts pour rester en contact avec les masses en effervescence. De nouveaux mouvements de grève très amples sont certains; non seulement de grèves contre les diminutions de salaires massives, mais aussi des grèves contre la rationalisation, les conditions de travail, de solidarité, etc...

Ainsi, l'orientation "à gauche" (qui continue cependant, bien entendu, à collaborer avec le gouvernement) n'est pas seulement une manoeuvre consciente. Elle est le signe que les masses s'ébranlent : cela est inséparable du fait que le rôle du réformisme est précisément d'avoir une influence sur les masses, dont il reflète une partie des préjugés démocratiques. C'est là un phénomène international. En Angleterre, la gauche du Labour Party et des Trade-Unions agit de même. Le mouvement de gauche dans la social-démocratie allemande a la même signification, dans une situation bien plus aiguë.

2.- Du même coup la situation réfute une fois de plus la théorie du"social-fascisme". Le réformisme sera en France aussi une des armes capitales de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat, précisément sous sa forme démagogique et trompeuse, et non sous une forme soi-disant "fasciste".

3.- Une des formes de l'effervescence ouvrière, c'est la revendication de l'unité. Mais les ouvriers ne cherchent pas l'unité formelle, pour le plaisir d'avoir des syndicats uniques. L'expérience d'Angleterre ou d'Allemagne montre que même avec des syndicats uniques le problème de l'action révolutionnaire contre la volonté des bureaucraties réformistes reste tout entier à résoudre. L'expérience de la lutte montre aux ouvriers que l'unité est utile. Il s'agit donc de réaliser l'unité pour la lutte. Dans ce cas, le syndicat est l'instrument grâce auquel les ouvriers recherchent une forme d'organisation unique pour se dresser contre le capitalisme. Les centrales syndicales sont divisées. C'est donc clair: la direction révolutionnaire doit chercher à grouper dans l'action syndicale révolutionnaire tous les ouvriers: il faut agir par une pratique honnête du front unique, établir des cahiers de revendications en commun avec les ouvriers réformistes, saisir les plus petites occasions de lutter en commun, créer des sections syndicales et des comités d'usine groupant des ouvriers de toute tendance. Sur cette voie une manoeuvre hardie pour entraîner la masse des syndicats réformistes vers la reconstitution d'une centrale unique par un congrès de fusion devrait être tentée. La direction réformiste agit dans le sens contraire. Deux facteurs l'ont renforcée dans les années précédentes: le reflux révolutionnaire et les erreurs stratégiques de la CGTU. Maintenant, un flux révolutionnaire s'annonce. La direction réformiste met la question de l'unité en avant - profitant de la carence de la CGTU - mais vidée de tout son contenu combattif révolutionnaire de classe.

4.- Sur la base des erreurs de la CGTU, les "22" ont lancé l'idée : l'unité au-dessus de tout. Sans l'unité syndicale, rien à faire. Quel-

ques réformistes avérés de la CGT ont adhéré à cette conception. Digat et Dumoulin s'en sont fait les champions. Jouhaux profite à son tour de cette campagne. Au Congrès, il a tendu la perche aux "22". Ceux-ci s'y sont accrochés. La CGT veut aussi l'unité a déclaré Jouhaux; elle n'est même pas hostile à la fusion de syndicats ou de fédérations à la base, ni même d'un congrès extraordinaire pour sanctionner ses fusions. Cette définition a suffi aux "22". Leur ralliement à cette formule consacre leur accord avec les positions politiques réformistes (Dumoulin, Digat et autres ont voté le rapport moral de Jouhaux). Cela ouvrira aussi les yeux de nombreux militants révolutionnaires qui avaient suivi les "22".

5.- Il faut comprendre clairement ceci: ce n'est pas CIS qui a réussi une manoeuvre. C'est Jouhaux qui a réussi, et même dans un temps fort court. Du "redressement de la CGTU", le CIS est passé au soutien de la politique de Jouhaux. Une fois encore, aidé par les vagabondages de la CGTU, c'est la direction réformiste qui triomphe: elle triomphe doublement, d'abord en poussant à la désagrégation de la CGTU, et ensuite en se couvrant à gauche aux yeux des ouvriers révolutionnaires.

6.- Le CIS poursuivra sa voie et jouera son rôle de couverture des éléments de droite du réformisme. Entraînera t-il hors de la CGTU des syndicats ou des fédérations importantes? Cela dépendra principalement de la politique des dirigeants unitaires. Mais le problème de l'unité est-il pour cela modifié dans ses données fondamentales? Nullement. Le problème de l'unité n'est pas un problème d'organisation formelle. C'est en réalité un problème politique: celui de la direction des masses d'ouvriers des diverses tendances dans l'action revendicative et révolutionnaire.

Du point de vue de l'organisation formelle, il n'y a pas d'autre voie que la rentrée dans la CGT aux conditions acceptées par son récent Congrès. Qui prendra maintenant l'initiative de cette opération n'a pas d'importance: l'initiative réelle appartient dès maintenant à Jouhaux.

7.- Mais cela ne peut être le point de vue de l'aile révolutionnaire. Il faut avant tout avoir une conception juste du processus des classes dans lequel survient ce changement.

Il faut prendre position nettement. Il faut remonter le courant. Notre position sur la question de l'unité ne peut changer actuellement. Pour nous, communistes, le problème essentiel est toujours celui-ci: changer le cours politique du P.C. et de la CGTU. Tous les arguments en faveur de l'unité organique ne changent pas le fait suivant: la dissolution de la CGTU équivaut, à l'aube d'une nouvelle poussée de la classe prolétarienne, à un recul sérieux. Tant qu'un effort effort peut être fait - et il peut toujours l'être - dans le sens du redressement de la politique du parti et de la CGTU, on doit agir pour empêcher une rentrée dans la CGT aux conditions prévues par Jouhaux. C'est justement pour cela qu'il faut agir avec discernement, avec patience. Les conditions subjectives ne sont pas actuellement réalisées pour un véritable Congrès de fusion. Une fois de plus cela a été démontré par le refus opposé par le congrès de la CGT tout entier aux propositions de la C.E. Unitaire; elles peuvent l'être plus tard si la CGTU sait opérer un véritable redressement sa politique, c'est-à-dire avant tout pratiquer réellement le front unique [illegible] propositions de la C.E. Unitaire.

Ce qui est important actuellement, c'est de s'engager dans cette voie. Les résultats viendront ensuite.

8.- Répétons-le donc encore maintenant, avec la manoeuvre tactique de Jouhaux, les données qui permettent de résoudre le problème de l'unité restent les mêmes.

D'abord la CGTU doit revenir sur ses élucubrations théoriques. Il faut une bonne analyse de la situation et des perspectives correctes. Cela ne peut être remplacé par les filandreuses résolutions du Bureau de l'ISR. C'est la première chose à réaliser. L'effort des communistes doit être largement porté dans ce sens. En particulier, l'abandon de la théorie du "social-fascisme" devient dans la période actuelle indispensable à une tactique marxiste.

Ensuite il faut renforcer l'aile révolutionnaire de la CGT. La période actuelle sera favorable à cela. Il faut cesser de jouer avec la petite organisation bureaucratique de l'OSR (qui n'a même pas eu un représentant au congrès de la CGT); ce qu'il faut, c'est animer un large courant d'opposition à Jouhaux, non sur la base du centrisme stalinien, mais sur celle de la lutte pour des objectifs accessibles aux masses. L'animation de l'aile gauche dans la CGT permettra une véritable réalisation du front unique.

Troisièmement, il faut pratiquer sur une large échelle la politique du front unique. L'opposition de gauche a déjà abondamment expliqué cela. Assez de zig-zags tactiques. Le front unique n'est pas une manoeuvre transitoire, rapide, etc... c'est une pratique quotidienne, mais permanente, dans les petites comme dans les grandes questions, pour se rapprocher des masses qui sont éloignées de nous pour gagner leur confiance. Cette tactique s'applique non seulement en période de reflux ou de poussée révolutionnaire, mais aussi dans la période directe de la prise du pouvoir.

Quatrièmement, il ne faut pas perdre de vue que l'unité de la classe ouvrière se réalisera en fin de compte sur une base révolutionnaire. Le mot d'ordre de l'unité est forcément lancé contre les dirigeants réformistes; car pour eux la rupture du front ouvrier, la scission, est une nécessité. C'est pourquoi les propositions de Jouhaux sont un masque. La nécessité d'un congrès de réunion doit être maintenue, mais le congrès ne devra être convoqué qu'après une période de préparation sérieuse. Des comités, des conférences communes d'organisations, peuvent avoir lieu, mais leur objectif ne peut pas être seulement la question formelle de l'unité. Il doit être aussi de rechercher en commun les moyens de lutter contre le patronat, d'organiser la riposte ouvrière au capitalisme.

9.- Toute la tâche de l'opposition de gauche dans cette question, consiste non pas à se placer en arbitre entre la CGT, les "22", et la CGTU, mais à convaincre le Parti et la CGTU de la justesse de notre position, qui doivent en fin de compte renforcer les organisations révolutionnaires.

1er octobre 1931.

P. NAVILLE.

RESOLUTION DEPOSEE PAR LE CAMARADE EMILE

SUR L'UNITE SYNDICALE

après la discussion dans la R.P. sur l'Unité Syndicale.

La crise mondiale et ses répercussions en France ont provoqué de la part de la bourgeoisie française une offensive contre le niveau de vie de la classe ouvrière de ce pays. La bourgeoisie veut, par ce moyen, 1°) défendre ses profits menacés par la crise; 2°) conserver son hégémonie sur ses marchés extérieurs en maintenant la France au rang de pays de très bas salaires, privilège compromis par les réductions massives de salaires dans les autres pays, surtout en Allemagne et en Angleterre.

Le prolétariat français n'était en aucune manière préparé à répondre à cette offensive pour de multiples causes. Les principales sont: 1°) la faiblesse d'organisation (toutes des centrales syndicales réunies comptent environ un million d'adhérents); 2°) il n'était pas préparé au déclanchement de la crise (le P.C. a affirmé dans les années de prospérité que nous vivions dans la 3ème période, c'est-à-dire dans une période où la crise a déjà atteint un degré tel que la question du pouvoir se pose à l'ordre du jour. Cette contradiction flagrante entre la situation objective et les affirmations du parti ont sapé la confiance des masses dans le parti. La social-démocratie a bercé les masses avec la chanson de la prospérité éternelle. La crise de l'offensive contre son niveau de vie ont en fait surpris la classe ouvrière à l'improviste. Ainsi s'explique que les premiers combats de résistance du textile de 1930 et 1931 ont eu un caractère aussi contradictoire: d'un côté ils n'ont eu presqu'un aucun écho dans la classe ouvrière française, de l'autre les ouvriers, qui sont entrés dans la lutte, ont, grâce à leur instinct de classe, réalisé le maximum d'unité, malgré que le P.C. et la C.G.T.U. ont en 1930 complètement abandonné la tactique du front unique et en 1931 l'ont appliqué de telle façon qu'elle n'a pu porter aucun fruit, et malgré la politique professionnelle de scissionistes de la social-démocratie et de la C.G.T.

Ces luttes ont clairement démontré que les ouvriers luttent en commun et qu'avec l'aggravation de la crise, leur unité de lutte se renforcera? Les éléments purement opportunistes des organisations révolutionnaires et les "socialistes de gauche" ou ceux qui sont devenus "de gauche", tous ceux qui constituent le comité des "22", ont saisi avec raison cette situation: 1°) que l'unité de lutte spontanément réalisée agira en premier lieu sur le P.C. et la C.G.T.U. dans le sens de l'amélioration de leur politique et de leur tactique; 2°) que l'aggravation de la crise et par conséquent la rentrée dans la lutte de couches plus larges d'ouvriers, en relation avec une plus juste politique et tactique des organisations révolutionnaires, porteront un coup mortel au régime capitaliste et à son soutien, la social-démocratie. L'aile gauche du front opportuniste a commencé à jouer son rôle de sauveur de la social-démocratie à l'approche de la période critique qui s'annonce devant elle. Dans ce but l'aile "gauche" a commencer à développer et à faire pénétrer dans les masses l'idée que le succès de leurs luttes dépend uniquement de l'unité d'organisation. Nous, communistes, ne devons pas nous laisser prendre à ce piège. Nous devons démontrer à la couche supérieure de la classe ouvrière, entraînée par la démagogie des "22", au moyen des exemples de l'expérience internationale, que l'unité seule ne garantit pas le succès des luttes ouvrières. Aux larges couches d'ouvriers qui jusqu'à maintenant ont démontré une tendance très réduite à l'organisation, nous devons démontrer par notre politique et tactique juste que notre voie est la seule qui conduise à la victoire.

En conséquence de tout ce qui est dit, c'est-à-dire :

1°) de notre appréciation sur ce que la crise mondiale en général et la crise en France en particulier n'ont pas encore atteint leur point culminant, mais au contraire qu'elles iront en s'aggravant et par cela même que des couches croissantes d'ouvriers seront entraînées dans la lutte - 2°) sur notre appréciation juste, que cette situation créera des difficultés énormes pour la social-démocratie et les syndicats réformistes - 3°) sur notre appréciation des enseignements des premières luttes - 4°) sur notre appréciation de l'état actuel de la classe ouvrière française dont la couche supérieure est captée par l'idée de l'unité de la classe ouvrière et dont la masse n'est pas encore secouée par la crise et ne se préoccupe guère encore des problèmes d'organisation.

Notre position tactique (je dis bien tactique parce que notre position principielle est résolue depuis longtemps par le premier congrès de l'I.C.) envers le problème de l'unité syndicale en France est :

- Nous devons mener une politique conséquente de front unique qui donnera chair et os à notre mot d'ordre d'un congrès de fusion de toutes les centrales syndicales, qui établira l'orientation de l'organisation unique mais qui laissera aux minorités quelles quelles soient, par la démocratie syndicale et le droit de fraction, la possibilité de conquérir la majorité dans l'organisation.

Le 14 Octobre 1931.

A la C.E. de la Ligue Communiste en France,

Copie aux membres du C.C. de la Fraction de Gauche et aux Fédérations

---

Chers Camarades,

La C.E. de la Fraction de Gauche du P.C.I. a enregistré la déclaration faite à la Conférence de votre Ligue lors de la discussion sur la question d'organisation et des rapports de la Ligue avec les membres de notre fraction.

La C.E. tout en souhaitant une organisation internationale qui permette une fusion totale des organisations travaillant sur le même secteur capitaliste, doit cependant constater que l'état embryonnaire de l'organisation internationale de l'Opposition de gauche ne consent pas de telles solutions.

D'autre part, il faut considérer la nature particulière de notre fraction qui se rattache à une tradition de lutte révolutionnaire en Italie et qui a sa fonction essentielle dans le mouvement en Italie. La composition des membres de notre fraction a un caractère particulier que vous voudrez bien tenir en considération.

Enfin, il existe d'importantes divergences d'ordre politique qui obligent des solutions d'organisation permettant l'éclaircissement de ces divergences.

Pour les considérations qui précèdent, la C.E. de la fraction

de gauche s'inspirant du critère fondamental de la liaison la plus étroite qui doit exister entre les prolétaires vivant dans le même milieu, a décidé ce qui suit :

1°) - Chaque Fédération et groupe de la fraction de gauche délèguera l'un des membres de ses comités dirigeants pour participer aux travaux du comité correspondant de la Ligue.

2°) - L'ensemble des groupes et des Fédérations devra prendre partie active aux réunions de l'organisation correspondante de la Ligue.

3°) - Soit les délégués dans les organes dirigeants, soit les membres dans les réunions de base de la Ligue, ne prendront jamais part aux votations. Il est évident qu'ils se réservent la faculté d'apporter les solutions politiques de la fraction aux questions en discussion.

4°) - Pour les questions qui intéressent le mouvement de classe en France et surtout pour l'activité extérieure de la Ligue, les membres de notre fraction sont tenus à la discipline envers les décisions que prendront les organes de la Ligue. Toute dérogation éventuelle à cette règle pouvant ressortir d'un contraste grave entre la politique de la fraction et celle de la Ligue, devra être notifiée aux organes responsables de la Ligue et ce, après examen de la part de notre C.E.

Nous croyons que la solution que nous venons de donner aux questions d'organisation du travail en commun de nos membres avec votre organisation, recevra votre approbation.

Dans l'attente de vous lire, recevez, chers camarades, nos salutations communistes.

P. la C.E. de la Fraction de Gauche du P.C.I.

RESOLUTION DE LA FRACTION DE LA GAUCHE ITALIENNE

LA QUESTION DE L'UNITE SYNDICALE EN FRANCE APRES LE CONGRES de la C. G. T.

I.- La résolution de Japy marque une nouvelle étape dans l'offensive de la social-démocratie contre le mouvement communiste. De même que dans les autres pays, la crise économique et son aggravation détermine la manoeuvre à gauche de la social-démocratie en France, dans le but de détourner les masses de leurs mouvements de classe. D'un autre côté le morcellement de la C.G.T.U. et des rangs communistes en général laisse un camp presque libre aux manoeuvres les plus hardies de la social-démocratie. La résolution de Japy "unité par en bas et sans conditions", position qui fut autrefois celle du centrisme, ne signifie en réalité que l'absorption dans la C.G.T. de nouvelles couches ouvrières, sans pour cela rencontrer l'opposition et la polémique de l'avant-garde prolétarienne et surtout en évitant que l'unité syndicale ne devienne une arme pour l'unification et l'élargissement des conflits de classe contre la politique de trahison de la social-démocratie.

Le problème de l'unité syndicale se complique du fait de la crise du mouvement communiste où le centrisme, qui en monopolise la

direction, empêche l'intervention de l'avant-garde prolétarienne pour résoudre dans un sens communiste le problème de l'unité syndicale qui est en même temps le problème de l'éclosion et du succès des mouvements de classe favorisés par l'aggravation de la crise communiste.

Ici encore la résolution communiste du problème de l'unité syndicale dépend essentiellement de la fraction de gauche communiste et de sa capacité à le relier au problème d'ensemble de la solution de la crise communiste par la voie des fractions.

Le cours du développement des fractions à l'intérieur des partis de la IIème Internationale ne peut pas être pris pour modèle absolu pour les partis de la 3ème Internationale où le centrisme expulse les prolétaires de gauche et emploie le drapeau de la Russie Soviétiste afin d'obtenir la résignation des prolétaires du parti au plan politique qui mine tous les partis communistes et à russie soviétiste.

Ceci justifie l'activité extérieure des fractions de gauche et ceci ne permet pas de résoudre le problème de l'unité syndicale aussi du point de vue du redressement d'abord de la CGTU et du Parti afin que ces organisations prennent une position juste dans la question syndicale.

Le centrisme ayant pour fonction historique d'empêcher par les expulsions toute possibilité qu'un courant de gauche et communiste se détermine et se développe à l'intérieur du parti et de la CGTU, la position du redressement menacerait de priver le prolétariat de forger le seul instrument de son salut, c'est-à-dire la fraction de gauche. D'autre part le fait que la fraction de gauche doit prendre une position essentiellement extérieure ne signifie nullement que la Ligue se considèrera comme un nouveau parti (tactique de l'Opposition Unitaire). La Ligue agira avec la plus grande prudence et passera pratiquement à l'appel aux masses seulement quand elle aura conquis un réel ascendant sur elles et jamais pour faire un morceau de second parti dans tel ou tel coin, mais exclusivement pour placer les faits particuliers dans l'ensemble de son action qui vise à redonner au prolétariat un parti communiste et une direction communiste, les deux pouvant surgir seulement du noyau qui lutte dans la fraction de gauche.

2.- Les problèmes de la scission et de l'unité syndicale ont surgi surtout dans l'après-guerre. Avant guerre la scission syndicale s'exprimait prévalement dans la constitution des "partis syndicalistes" sous l'étiquette de la lutte contre les partis politiques.

Les changements intervenus dans la situation, et le fait essentiel que la guerre a ouvert l'époque des révolutions, comportent les problèmes de l'unité et de la scission syndicale. En effet dans l'après guerre tous les conflits de classe se développent dans la direction de leur précipitation vers une issue révolutionnaire. Le maintien dans une seule organisation syndicale des masses des travailleurs constitue le plus grand obstacle à la politique de constante trahison de la social-démocratie. L'existence de deux organisations syndicales rend possible la politique réformiste de briser tout mouvement de classe et de faire supporter aux travailleurs les coups de l'ennemi sans pour cela s'exposer à la critique de l'avant-garde communiste à l'intérieur des organisations syndicales.

La différenciation dans la conscience de classe parmi les travailleurs se répercute dans la spécification des zones d'influence de la social-démocratie et du communisme. Les couches d'arrière-garde sont influencées par la social-démocratie, celles d'avant-garde par le communisme. Tout succès des mouvements de classe, ainsi que le succès révolutionnaire lui-même est conditionné par la possibilité d'entraîner des couches toujours plus vastes de l'arrière-garde prolétarienne à la suite de son avant-garde.

L'existence d'une organisation séparée des deux zones de la classe ouvrière permet une initiative constante à la social-démocratie qui manoeuvre pour cela la rétrograde ouvrière qui, dans les situations pré-révolutionnaires, peut être la plus nombreuse. Dans les assemblées syndicales délibérantes, le fait de l'absence de l'avant-garde peut permettre même dans les situations les plus favorables à la lutte (mineurs) la manoeuvre réformiste pour éviter la lutte. Enfin, le fait de l'existence des deux organisations, peut laisser la plus grande partie hors de la lutte (mineurs) même quand la masse en général est pour le combat.

Aussi dans les cas du commencement unitaire de la lutte les deux organisations syndicales, on a pour résultat que les manoeuvres patronales peuvent très bien réussir à cueillir le moment le plus favorable pour briser le mouvement faisant accepter comme honorable compromis, la capitulation préparée par la social-démocratie. A ce moment là l'absence de l'avant-garde communiste dans les assemblées syndicales délibérantes, rend les ouvriers incapables à s'opposer au plan patronal et réformiste. Le fait lui-même de la préférence des bureaucrates réformistes pour les très démocratiques votations secrètes prouve en définitive que surtout à l'occasion des mouvements, l'élément essentiel consiste dans la liaison entre l'avant-garde communiste et les autres couches ouvrières. Les votations secrètes empêchent cette liaison et cette influence et c'est pour cela qu'elles sont préférées par la social-démocratie.

4.- La nouvelle situation qui s'est ouverte avec la guerre et la portée révolutionnaire des conflits de classe, expliquent le fait que la social-démocratie est historiquement portée à lutter dans tous les pays dans la direction de la scission syndicale. La structure particulière des Trade-Unions et du Parti Ouvrier Belge explique le fait que dans ces pays la social-démocratie n'ait eu un tel besoin de faire recours à la scission syndicale, la base multiple des syndicats et leur enchaînement au parti permettent un très solide contrôle sur les masses.

• o o o o •

En face de la politique social-démocrate pour la scission syndicale, le 2ème Congrès de l'Internationale décidait la politique contre la scission syndicale. Même dans les situations les plus favorables à la politique scissionniste de la social-démocratie, le parti peut trouver la possibilité de ne pas tomber dans la provocation et garder avec l'unité syndicale, la possibilité d'y maintenir le réseau de ses fractions syndicales. Sous cet angle, la Ligue devrait examiner le problème si lors de la fondation de la CGTU il n'y aurait pax dû être démontré favorable à la social-démocratie.

La politique de la scission syndicale étant fonction de la nouvelle portée des conflits de classe dans la situation de l'impérialisme capitaliste, la politique unitaire communiste ne peut être fonction que du même élément fondamental. En définitive la politique

la politique communiste pour l'unité syndicale doit se résumer dans le front unique pour le succès des revendications partielles, succès qui sont conditionnés par la reconstitution d'une organisation unitaire syndicale. Le front unique tend à rapprocher les masses de la lutte, l'arme de la victoire apparaissant de plus en plus à l'unité syndicale, la position communiste peut devenir la position de masses en général du fait que cette unification syndicale se manifeste clairement comme la condition indispensable à la défense et à l'augmentation des salaires et des conditions de vie des travailleurs.

D'un autre côté, l'opposition social-démocrate à l'unité syndicale qui est en définitive l'opposition historique à tout succès de classe qui peut menacer le régime capitaliste dans sa période impérialiste, cette position de la social-démocratie devient toujours plus faible parmi les masses du fait que le front unique se base sur les revendications qui forment l'objet (naturellement en simples phrases trompeuses) de la plateforme de vie des organisations de la CGT elle-même.

5.- Les conclusions politiques exposées sont totalement valables même après le Congrès de la CGT et la résolution Japy.

La politique qui voudrait aller à la rencontre des propositions unitaires actuelles des réformistes pour en prouver la mauvaise foi porterait en définitive à la liquidation du mouvement communiste à l'actif total de la social-démocratie. L'unité syndicale n'est pas une manoeuvre, sa base ne réside pas essentiellement sur les mouvements psycologiques unitaires en général des masses. L'unité syndicale est un problème de classe qui doit être posée par les communistes comme la condition et l'extrinsécation de l'élargissement des mouvements de classe, et sa base consiste dans le front unique.

La fraction de gauche italienne rappelle le document remis pour l'examen de la Conférence de la Ligue et tendant à préciser la position communiste sur les problèmes actuels qui se posent devant le prolétariat français, à savoir: 1.- défense des salaires et leur augmentation.- 2.- Indemnisation du chômage par le canal des organisations syndicales en dehors de tout contrôle de l'état et des patrons. 3.- Lutte contre les expulsions des étrangers.

La fraction de gauche demande à ce que ce document et les notes actuelles soient mis en discussion à l'intérieur de la Ligue.

Paris, le 5.IO.3I.

LETTRE OUVERTE à la C.E.

Il est d'une nécessité urgente de tirer le bilan de la C.N. qui vient de se tenir. Nécessité d'autant plus pressante que la C.N. s'est séparée sans qu'AUCUNE RESOLUTION POLITIQUE ne fut votée.

Ce fait grave témoigne de ce que la C.N. fut à l'image de la véritable capacité politique de toute la L.C., c'est-à-dire d'une faiblesse extrême, qui s'est manifestée par l'absence de discussion des rapports politiques parus dans le Bulletin Intérieur.

Discussion qui ne fut même pas abordée.

Les décisions pratiques et d'organisation, les seules que prît la C.N., ne peut donc être saluées comme un pas important fait

pour "normaliser" la vie intérieure de la L.C. et qui permettront de créer des conditions favorables pour remédier dès à présent à la faiblesse politique de la C.N.

Faiblesse qui apparut clairement dans la confusion même du vote bribes du rapport moral dans certains de ses paragraphes. Et par ailleurs, par une véritable domination de la gauche italienne (bordigistes); à qui l'orientation et la conduite du travail de la C.N. ne permit pas de répondre.

- La nécessité d'ouvrir, ou du moins de continuer la discussion sur les problèmes politiques qui devaient être débattus par la C.N. est une des tâches de la C.E., tâche qui s'impose à elle; car en son sein est le camarade TREINT, qui selon la lettre du camarade TROTSKY, n'a en rien abandonné ses positions antérieures, aussi l'absence de discussion politique qui n'a pas permis de voir sur quelle base commune s'est faite la participation du camarade TREINT à la C.E., ouvre par elle-même la discussion.

C'est pourquoi je ne peux qu'appuyer, de nouveau, la motion présentée par moi, à la fin de la C.N., motion qui demandait la tenue d'une nouvelle C.N. extraordinaire, permettant de donner et de définir une plateforme et un programme de l'O.G., problème auquel la C.N. n'a pas donné la moindre réponse, bien que c'était là un des buts principaux de cette première C.N., tenue après deux ans d'existence de la VERITE, et de la L.C.

En insistant sur cette proposition, je ne veux qu'assurer la C.E. de ma participation au travail pour permettre à l'organisation d'améliorer la [illegible] de la C.N.

Salutations communistes.

JEAN JACQUES.

P.S.- Je demanderai la publication de cette lettre dans le plus prochain numéro du bulletin intérieur, en même temps que la fin de mon article de discussion, dont deux parties sont seulement parues.

COMPTES-RENDUS des COMMISSIONS EXECUTIVES D'OCTOBRE

PRESENTS: MOLINIER, FELIX, TREINT, NAVILLE, VOISIN, FRANK.

EXCUSES: [illegible].

Présidence de VOISIN.

1°) Les P.V. antérieurs seront réclamés à DOUDAIN.
2°) A la suite d'un rapport du camarade PAUL sur le travail avec le groupe yougoslave, des dispositions sont prises pour prendre contact.
3°) Correspondance.- Pour hâter le travail de la C.E., il sera constitué un dossier de la correspondance que chaque membre pourra consulter.
4°) Trésorerie.- FRANK rend compte que les dispositions prises par la C.N. n'ont pas encore commencé à fonctionner. Une circulaire a été envoyée aux groupes. Du 1er au 10 oc-

tobre, les recettes et les dépenses s'équilibrent.
MOLINIER & NAVILLE demandent que l'état des recettes et des dépenses soit présenté chaque semaine avec les indications concernant chaque rubrique.
5°) Travail dans le Parti.- FRANK rapporte quelles sont à l'heure actuelle nos liaisons dans le Parti, de suivre sa presse et d'étudier la réintégration possible de camarades.
6°) Jeunesses.- NAVILLE lit un projet de réponse aux Jeunesses. Après quelques observations de VOISIN, il est adopté.
7°) Travail syndical .- VOISIN rend compte de l'activitéédd nos camarades dans les Cuirs et Peaux et chez les tricoteurs.
8°) Région parisienne.- NAVILLE propose pour que la R.P. se mette au travail, de la diviser en deux groupes, en maintenant toutefois, pour le moment, une réunion commune sur trois.
TREINT se prononce pour le maintien de l'Assemblée comme base délibérative et de former pour le travail des groupes locaux, là où on peut le faire.
FELIX est contre la division en groupes. Il faut consacrer à chaque séance une demi-heure ou une heure pour le travail pratique.
VOISIN.- Le problème est de faire travailler les camarades. Il faut pour cela renforcer certains groupes comme les Jeunes et aussi créer des commissions.
RAYMOND.- Il faut maintenir un groupe et créer un comité régional large qui entraînera les camarades au travail.
La C.E. se prononce dans ce sens.
9°) S.R.I.- NAVILLE signale que seuls 4 ou 5 camarades sont adhérents au S.R.I. Le premier travail consistera à faire adhérer les camarades.
10°) Lettre au Bulletin de la Gauche.- Le projet rédigé par BLANC est adopté par 5 contre 1. Pour le moment, cette lettre ne sera pas publiée.
11°) Meeting de Bullier.- TREINT interviendra au nom de la Ligue. Sur notre position dans le problème des élections, la discussion est ouverte devant la Ligue. Pour le meeting, TREINT défendra en particulier les points suivants :
1) il n'y a pas de front unique électoral
2) le parti se désiste au second tour sans rien demander.
12°) Journal.- a) Lecture d'un article de TREINT sur le tournant.
FELIX trouve qu'il y a des choses justes, mais une ligne fausse et y oppose la lettre de GOUROV.
NAVILLE y trouve une contradiction entre le début (pas important objectivement) et la critique faite dans la suite; il faut aussi des réserves sur la question des élections.
VOISIN fait quelques remarques sur la question syndicale.
FRANK le trouve mal bâti; on part de la vie intérieure au Parti et à la fin de la crise mondiale au lieu de poser le tournant dans la situation mondiale.
TREINT répond aux divers points; sur la manière de bâtir l'article il est parti de ce qui touche les membres du Parti. Dans une étude pour la Lutte de Classes, il faudrait traiter la question autrement.
b) il est décidé par 4 voix contre 2 de donner un bref compte-rendu de la vie de la Ligue dans la Vérité.
13°) Il est décidé de traiter à chaque séance une question politique. A la prochaine séance, sera discutée la lettre de GOUROV.
La séance est levée.

COMMISSION EXECUTIVE DU 19.10.31.

PRESENTS: RAYMOND, TREINT, FELIX, FRANK, ALDREDO.

ABSENTS: FUKS, [illegible].

ORDRE DU JOUR: 1) correspondance, 2) rapports, 3) journal, 4) situation politique.

FRANK lit le dernier P.V? adopté.

Lettre de Montigny.- NAVILLE considère qu'on ne devait pas agir de cette façon, si vite. D'autre part il faudra voir le texte de leur lettre individuelle. Il faut prendre les moyens nécessaires pour la distribution de notre presse. En réponse, demander des renseignements pour organiser à l'avenir la presse. RAYMOND considère que c'est mieux qu'ils soient réintégrés. TREINT: ils sont réintégrés par un courant de base. Le danger sont les illusions que cela peut créer. Il faut prévenir les camarades que le Centre va s'opposer et fera la scission. Pour un certain temps nous ne devons rien dire. ALFREDO: Il est regrettable que la Ligue ait été mise devant le fait accompli. Il est mal qu'ils aient reconnu leurs fautes. Les camarades doivent demander le droit de fraction, autrement ils se trouveront en contradiction avec les ouvriers de Montigny même. Propose que la C.E. rédige une lettre dans ce sens et les camarades devront l'envoyer au Parti. NAVILLE considère qu'il faut parler de réintégration, mais avec précaution. Nous avons l'intérêt d'en parler pour les autres ouvriers, surtout du Nord. Il faut qu'ils écrivent une lettre au C.E. avec des indications sur leur lettre. Proposition NAVILLE acceptée. Pour la publication on attend leur lettre.

Lettre de Lille. Demander des précisions sur le cas de DE VREYER.

Lettre de Toulouse.

Lettre de la FRACTION de la GAUCHE. RAYMOND considère que c'est un pas en avant, mais il est tout de même anarchique de se soumettre à la discipline, mais de ne pas voter. NAVILLE regrette que la fraction de gauche ne veuille pas prendre de responsabilités. TREINT considère que leur situation s'explique parce qu'il y a des divergences politiques. FRANK: il ne s'agit pas de question d'organisation, mais c'est déjà un progrès. ALFREDO considère que la faute est que le centre international n'existe pas. Il pense que de leur part il n'y a pas de tendance d'exploiter pour leurs buts spéciaux. Le passé le témoigne. Il faut souligner qu'il y a encore des résistances parmi nos camarades qui ont encore des préventions contre la Ligue. Il est décidé de poser la question de représentation de réciprocité.

TRESORERIE: RAYMOND annonce que bientôt on aura un livre de comptes. Beaucoup d'engagements ne sont pas tenus. FELIX remarque que du point de vue des finances rien n'est changé. Les comptes ne sont pas donnés. Pour la souscription, de l'autre jour, il s'oppose, parce qu'il considère que les camarades juifs ne peuvent verser parce qu'il ils doivent soutenir le journal juif. TREINT considère que FELIX a mal agi en s'opposant à la souscription. Il ne s'agit pas de lier le Secrétariat pour les dépenses. RAYMOND: les voyages sont prévus. Il y a 500 frs par mois pour la propagande. Les engagements ne sont pas tenus. La C.E. ne pourra pas continuer avec les attaques de FELIX. VOISIN dit qu'il faut régler la question du journal juif. La machine ne peut pas servir. FRANK considère le budget pour un mois. Pour le journal juif, il vaut mieux mettre tous ses efforts pour la VERITE.

LETTRE DE MONTIGNY-en-GOHELLE

Montigny, le 31.10.31.

Un camarade de passage dans la région du Nord, nous adresse la lettre suivante:

"Comme vous avez pu le voir dans l'HUMA, dans le P.de C. nous progressons bien par ici à Montigny. Les socialistes nous ont serré de très près au premier tour. Le candidat socialiste arrive 57 voix après nous;au 2ème tour avec les mêmes candidats, nous perdons 35 voix, le socialiste nous suit à 18 voix; depuis les élections municipales, le parti socialiste a gagné à Montigny 213 voix, alors qu'aux élections municipales nous écrasions au premier tour les socialistes avec 340 voix d'avance sur eux; il est vrai qu'il y eut cette fois-ci 450 abstentions et 200 électeurs en moins qu'en 1929. La réaction n'a pas avancé d'un pouce.

Il était temps que nos camarades soient réintégrés. Maintenant, tout va pour le mieux, ils se remettent au travail avec le Parti, l'année prochaine il y aura du changement. Les camarades n'ont absolument rien signer pour réintégrer le Parti. A la réunion de cellule (où un délégué du rayon était présent) aucune question ne fut posée aux camarades. Les ouvriers ont reconnu que nos camarades ne sont pas des traîtres, ça suffit, et la question d'exclusion ne se posera plus. Nos camarades communistes ne demandent pas mieux que de travailler avec nous et nous avec eux au renforcement de notre Parti. Les camarades d'ici pensent que si vous demandiez votre réintégration à votre cellule les ouvriers ne seraient pas contre: si les chefs ne veulent pas faire l'unité révolutionnaire, les ouvriers qui souffrent n'ont que faire des belles résolutions, pour eux, ce qui compte, c'est l'action qu'ils peuvent faire.

Une collecte ici a donné 51 francs, et on ne s'arrêtera pas en si bon chemin.

Dans le canton de Cardin, nous gagnons 1.400 voix, les socialistes en perdent près de 2.000. A Vallaumines, aux deux tours les communistes arrivent en tête, battant dans sa ville le député Lomet, maire de Vallaumines.

Salut fraternel.